



Clio. Femmes, Genre, Histoire

16 | 2002

L'Histoire des femmes en revues France-Europe

Femmes rurales en Belgique. Aspects sociaux et discours idéologiques XIX^e-XX^e siècles

Sextant, n° 5, 1996

Éliane Gubin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/181>

DOI : 10.4000/clio.181

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2002

Pagination : 221-244

ISBN : 2-85816-641-2

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Éliane Gubin, « Femmes rurales en Belgique. Aspects sociaux et discours idéologiques XIX^e-XX^e siècles », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 16 | 2002, mis en ligne le 11 mars 2003, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/181> ; DOI : 10.4000/clio.181

Tous droits réservés

Femmes rurales en Belgique
Aspects sociaux et discours idéologiques
XIX^e-XX^e siècles

Eliane GUBIN
Sextant, n° 5, 1996¹

Les paysannes ont-elles une histoire ? Leur parcours semble défier l'évolution « classique » de l'émancipation féminine. Elles échappent à la chronologie élaborée au cours de ces dernières années par l'histoire des femmes, elles restent en marge des grands moments fondateurs. Ni les luttes politiques autour de l'éducation des filles, ni l'émergence du féminisme – fait principalement urbain – ni celle du syndicalisme et des premiers jalons de la législation sociale n'influencent leur condition de manière déterminante au siècle passé. Même le mouvement associatif qui s'accélère avec l'intérêt des partis pour les femmes à la fin du siècle semble les laisser en dehors des courants les plus visibles.

La paysanne est doublement ignorée, parce que rurale et parce que femme. Elle se profile dans une histoire autre, encore largement non écrite mais qui annonce déjà de nécessaires révisions. Car pour les historien(ne)s des femmes, elle fait problème. Échappant aux principaux lieux de socialisation que furent la ville et l'usine, le parcours des femmes rurales les confronte d'emblée à une question dérangeante, celle d'une émancipation progressive dans un cadre ultraconservateur et au travers d'un message traditionnel aliénant.

Les sources à leur propos ne sont guère abondantes. Leur travail séculaire est tellement inscrit dans la mentalité paysanne qu'il s'efface au pro-

1 Cet article est une version abrégée de l'article original. Ont été supprimés les deux premiers points : « À la recherche des agricultrices » et « Travailler à la campagne ».

fit des formes neuves de l'activité féminine. Partant à sa recherche, le chercheur se perd entre les exposés techniques, les récits de folkloristes, le roman paysan. Les statistiques concernent plus les produits que les travailleurs, dont le nombre disparaît parfois sous l'énoncé de leur rendement². À la différence des enquêtes sur les crises industrielles, qui englobent rapidement l'observation sociale des classes ouvrières, les enquêtes agricoles s'attachent d'abord aux techniques, aux produits de la terre et de l'élevage. L'Enquête agricole de 1886, la première qui permette réellement de pénétrer dans l'intimité du monde rural, ne livre pratiquement pas de témoignages féminins. Plus encore que les autres femmes, les paysannes sont médiatisées par le regard masculin, qui glisse sur elles avec indifférence, sauf à s'attarder sur les filles de la campagne quand elles font irruption en ville.

Car l'histoire des paysannes se prolonge aussi dans les villes, où elles vont prendre du service pour échapper au travail pénible de la terre ou tout simplement à la misère. Cultivatrice ou servante, comme s'il fallait que ce soient les campagnes, moins touchées par le modernisme et l'esprit de 1789, qui perpétuent au sein de la nouvelle classe dominante, la bourgeoisie, la vieille dépendance d'Ancien Régime entre maître et valet.

Pourtant la vie rurale avait retenu l'attention des premières féministes, séduites, comme Zoé de Gamond, par les théories communautaires fouriéristes. La première grande crise sociale de la Belgique indépendante, la crise des Flandres en 1840-1850, jeta une lumière crue sur les campagnes, obligeant le gouvernement libéral à intervenir directement dans le processus économique. La crise livra son lot d'enquêtes, parmi lesquelles une grande Enquête sur l'industrie linière dans les campagnes (1840) qui renferme de nombreux témoignages féminins. Mais cet interventionnisme obligé, récurrent au cours du siècle, contrastant avec le libéralisme économique qui accompagne l'essor de l'industrie triomphante, prête à l'agriculture le visage d'un secteur incapable de s'adapter au progrès. Le discrédit des idées physiocratiques, l'apogée du libéralisme politique, l'attention

2 C'est le cas notamment des journaliers et journalières. *Le Recensement de l'Agriculture* de 1846 ne fournit que le nombre de journées de travail prestées, pas le nombre de travailleurs !

redoublée pour la mécanisation et ses conséquences sociales, l'émergence d'un socialisme urbain et industriel..., tout concourt à faire glisser les campagnes à l'arrière-plan d'un discours centré sur l'essor des villes, des techniques et du prolétariat industriel.

C'est le débat politique qui, comme pour les autres femmes, fera sortir la paysanne de la pénombre peu avant la première guerre mondiale. Diverses circonstances, indépendantes des populations rurales elles-mêmes, retiennent l'attention des gouvernements à la fin du XIX^e siècle. « Désenclavées » par la réforme électorale de 1893³ qui fait surgir les masses paysannes dans le champ politique, valorisées par un parti catholique au pouvoir qui trouve sa base dans les campagnes, les populations rurales deviennent un lieu d'observation et d'encadrement systématique au tournant du siècle. L'épopée commence en 1884, avec la création du Ministère de l'Agriculture, se poursuit avec l'organisation du corps des agronomes de l'État, s'accélère avec l'inquiétude née de l'exode rural⁴. Désormais les sources abondent mais, s'agissant des femmes, elles les enferment très vite dans les limites d'un discours idéologique.

Leur histoire, complexe, s'écrit donc au confluent d'une série de rapports de pouvoirs : rapports entre ville et campagne, monde libéral et monde catholique, modernité et tradition. Les clichés véhiculent l'image classique d'une extrême dépendance : dépendance à la terre, aux propriétaires fonciers, à l'autorité religieuse, aux horaires saisonniers... mais aussi à l'époux et à la famille.

Or, les critères utilisés habituellement par l'historien du monde contemporain sont mal taillés pour appréhender la situation des campagnes. Comme l'historien(ne) des femmes, l'historien(ne) du social contemporain se sent mal à l'aise pour traiter d'un monde qui défie ses repères principaux : absence de syndicalisation, percée timide et lente de la mécanisation et des idées sociales, stabilité religieuse, politique et sociale... tout concourt à poser une chape qui l'empêche de discerner les évo-

3 Établissement pour les hommes du suffrage universel plural.

4 Le Service des Agronomes de l'État fut créé le 15 septembre 1885, réorganisé le 24 décembre 1898 et le 19 mai 1905. La création, le 8 mai 1908, de l'Office Rural complète en quelque sorte cet « observatoire » social des campagnes.

lutions qui se produisent sous l'immobilité apparente des campagnes. C'est pourquoi les paysannes se trouvent toujours dans l'angle mort de l'histoire et de l'histoire des femmes. Peu de recherches leur sont explicitement consacrées et les femmes rurales demeurent souvent tributaires d'études où il n'est question d'elles qu'incidemment. Elles forment encore, au début des années 1990, « les inconnues des inconnues », selon le mot de l'historienne française Michelle Perrot.

Organiser et encadrer les femmes rurales

Les femmes rurales sortent de l'ombre à la faveur des fureurs ouvrières. Ce sont les développements de la question sociale qui, en Belgique, poussent les gouvernements catholiques à s'intéresser aux campagnes après 1886 – surtout pour les préserver de la contagion socialiste et enrayer l'exode rural⁵.

Les premières mesures proviennent des milieux professionnels, des ingénieurs agronomes de l'État, et visent surtout à améliorer le niveau de vie des familles paysannes par des réformes technologiques simples et efficaces.

Dès 1881, Alphonse Proost⁶ est attentif aux expériences d'enseignement professionnel pour fermières, menées précocement au Danemark et dans le Wurtemberg⁷. Intéressé par les écoles modèles de laiterie françaises (notamment en Bretagne), il persuade le ministre de l'Agriculture De Bruyn de tenter une expérience similaire en Belgique⁸. Deux élèves (une

5 Pour une description de leur vie quotidienne et de la répartition des tâches dans le travail agricole : consulter l'article paru sous le même titre dans *Sextant*, 5, 1996, p. 62-69.

6 Alphonse Proost (1847-1931). Fils de Prosper Proost, fondateur du très catholique quotidien, *Le Journal de Bruxelles*. Docteur en sciences naturelles, élève à Paris de Claude Bernard, il collabora à la création de l'Institut agronomique de l'Université de Louvain où il enseigna. Secrétaire, puis secrétaire perpétuel, de la *Société centrale d'Agriculture*, co-fondateur en 1875 de la *Société scientifique* de Bruxelles, il est l'un des promoteurs de l'agriculture scientifique en Belgique (*Figures nationales contemporaines*, série IV, Bruxelles, 1909, pp. 133-134).

7 A. Proost dans *Journal de la Société centrale d'agriculture*, 1881, p. 148.

8 P. de Vuyst, « L'enseignement agricole aux filles », extr. de *Bulletin de l'Agriculture*, 1891.

Flamande et une Wallonne) sont envoyées s'initier à Coëtlogon et à leur retour, une expérience très modeste est entamée à l'ancienne abbaye de Wevelghem. Huit jeunes filles y suivent des cours de laiterie et de fromagerie, dont les résultats sont jugés concluants. En 1888, le département de l'Agriculture institue « des écoles volantes de laiterie de l'État pour jeunes filles » confiées à Laurent Chevron⁹. En 1892, l'école de Wevelghem a diplômé 44 élèves, parmi lesquelles le ministre de l'Agriculture choisit les déléguées chargées de porter la bonne parole dans les campagnes lors de conférences itinérantes¹⁰.

Dans le même esprit, Paul de Vuyst cherche rapidement à développer un enseignement professionnel agricole féminin, afin de favoriser « une organisation plus intelligente du jardin potager [...], les soins prévoyants de la basse-cour, la direction de la laiterie », qui constituent « autant de moyens d'augmenter les ressources de la ferme »¹¹. Les premières écoles ménagères rurales ambulantes sont créées en 1890 et rencontrent un réel succès. On compte, en 1908, 353 institutrices ménagères et 3.309 jeunes filles diplômées¹².

Ces premières tentatives, issues du département de l'Agriculture, sont à l'origine d'un vaste mouvement d'encadrement des fermières. Débordant rapidement du seul souci professionnel, ce mouvement ne tarde pas à échapper partiellement au contrôle des agronomes fondateurs pour se muer en un véritable encadrement idéologique des paysannes, de l'âge scolaire à l'âge adulte, orchestré par les propriétaires fonciers, le parti catholique, le clergé et le Boerenbond (association catholique flamande regroupant les agriculteurs).

9 Laurent Chevron (1841-1901), diplômé de l'École des Mines à Liège, professeur à l'Institut agronomique de Gembloux, un des promoteurs de la laiterie moderne en Belgique (*Journal de la Société agricole du Brabant-Hainaut*, 1902, p. 35).

10 *Éléments d'enquête sur le rôle de la femme dans l'industrie, les œuvres, les arts et les sciences*, 2^e partie, Bruxelles, [1895], p. 164.

11 P. de Vuyst, *L'enseignement agricole aux jeunes filles*, Bruxelles, 1891.

12 « Chronique du mouvement social », *La Réforme sociale*, 1911, p. 222.

La prise en charge du politique : la Société d'Économie sociale

L'idée d'organiser les femmes en milieu rural est bien accueillie dans les milieux favorables aux idées de Frédéric Le Play, fortement représentés dans les gouvernements catholiques. Il existe en effet en Belgique une importante école leplaysienne, créée sur le modèle français, la Société d'Économie sociale (SES)¹³, dont l'influence est profonde au sein du monde catholique après 1886 et qui joue un rôle important dans l'approche des phénomènes sociaux et dans les mesures proposées.

Si l'on a surtout souligné jusqu'ici ses liens avec l'Office du Travail et le Ministère du Travail, la SES a aussi des contacts très étroits avec le monde agraire, ne fût-ce que par le nombre de grands propriétaires terriens, souvent nobles, qui la constituent. Les quatre premiers ministres de l'Agriculture en font partie (Beernaert, le baron de Moreau, De Bruyn et van der Bruggen). Des agronomes comme de Vuyst, des professeurs comme Georges Legrand à l'Institut agronomique de Gembloux, Leploc à l'Université de Louvain adhèrent, de même que les deux « piliers » du Boerenbond, le chanoine Luytgarens et l'abbé Mellaerts ; Emile Vliiebergh en assume la vice-présidence en 1907-1908. Les contacts avec la société-mère de Paris sont fréquents, et en agriculture comme en législation sociale, les Belges présentent régulièrement leurs réalisations à leurs confrères français¹⁴. Dès sa création en 1881, la SES avait organisé des conférences concernant la vie rurale¹⁵ et inauguré des « monographies rurales », à l'instar des monographies ouvrières¹⁶.

Mais ces préoccupations avaient été mises sous le boisseau en raison de la « question ouvrière » qui avait pris brusquement un tour menaçant lors des sanglantes émeutes de 1886. De la double enquête qui s'ensuit, c'est

13 Sur la Société d'Économie sociale et son influence : J. Puissant, « 1886, la Contre-Réforme sociale ? », *Cent ans de droit social offerts à Louis Duchâtelet*, Bruxelles, 1986, pp. 92-97.

14 *La Réforme sociale*, 1910, t. 1, pp. 695-703.

15 SES, *Liste de ses membres. Ses travaux depuis sa fondation. Règles coutumières*, 6^e éd., Louvain, 1910, p. 23.

16 Le 7 novembre 1882, de Moreau y présente sa monographie « Un moyen cultivateur du pays de Namur » et H. Henry, le 10 janvier 1883, « Un petit paysan de Namur ». La famille-souche, idéal de Le Play, est, ne l'oublions pas, une famille rurale.

l'enquête industrielle menée par la Commission du Travail qui polarise toutes les attentions, tandis que l'Enquête agricole s'effectue au contraire dans une grande discrétion. À ce moment, on ne décele pas encore d'attention particulière pour les fermières et si l'on réclame l'extension d'une « vraie éducation rurale », celle-ci ne concerne que les garçons¹⁷. Cependant, le danger de l'attraction de la ville sur les filles est évoqué. La ville est – évidemment – corruptrice, les filles y contractent, telle une maladie honteuse, « des habitudes tout à fait contraires à la vie rurale »¹⁸, elles sont séduites par « l'appât du luxe ou d'une vie en apparence moins laborieuse »¹⁹ qui fera d'elles des déclassées. À Thimister, petite commune de la province de Liège, n'a-t-on pas vu la fille d'un petit propriétaire paysan paraître au bal « en robe de satin rose, bas et chaussures de même couleur avec éventail, gants à 15 boutons et tout ce qui s'en suit ! »²⁰. A contrario, la campagne est morale parce qu'il y règne une extrême sobriété et que la vie y est frugale. Ainsi, « l'ouvrière agricole, tout en étant la moins payée des ouvrières belges, est celle qui, relativement, gagne le plus parce qu'elle n'a aucune idée de luxe et peu de tentations de dépenses »²¹.

Si l'on trouve quelques réflexions sur les paysannes à la fin des années 1880, elles se limitent à dénoncer l'influence pernicieuse de la ville. L'idée d'un patronage rural est toutefois soulevée²² et l'on insiste aussi sur le rôle des « classes dirigeantes » naturelles, les propriétaires fonciers qui, à l'instar des industriels priés « d'aller à l'ouvrier », sont priés de regagner leurs terres et de préserver les mœurs des populations paysannes. C'est dans ce sens que parle Alphonse Proost au premier Congrès des Œuvres sociales, tenu par les catholiques à Liège en septembre 1886²³.

Dix ans plus tard, alors que la crise agricole est presque conjurée, les autorités s'intéressent résolument aux masses rurales. Le gouvernement

17 *Enquête agricole*, 1886, t. V, A, n° 266, 306, 307, 355, 381, 403, 466, 557, 709, 757.

18 *Idem*, n° 44.

19 *Éléments d'enquête...*, p. 131.

20 *Enquête agricole...*, n° 360.

21 *Éléments d'enquête...*, p. 131.

22 *Congrès des Oeuvres sociales*, Liège, 1886, p. 549.

23 A. Proost, « Observations relatives à la limitation du luxe et de la vie de plaisir », *Congrès des Œuvres...*, 3^e partie, pp. 83-84.

catholique voit désormais dans les campagnes le meilleur barrage contre le socialisme et l'antidote contre le capitalisme industriel. Dans cette perspective, l'organisation des fermières s'effectue d'autant plus résolument qu'elle s'intègre dans un projet cohérent d'encadrement rural, lui-même enchâssé dans un vaste courant agrarien. Dès ce moment, la femme apparaît comme l'élément central capable de sauver la famille rurale des tentations venues de la ville. « La femme tient dans ses faibles mains la solution du grand problème qui se pose à tous aujourd'hui »²⁴. Le discours restera le même jusqu'en 1940 : « À travers la femme, c'est l'avenir de la race rurale tout entière qui est en jeu. L'homme ne restera pas longtemps aux champs lorsque la femme les aura désertés »²⁵.

Les catholiques développent alors une vision « écologiste » avant la lettre d'un monde rural vivant au rythme des travaux saisonniers, en harmonie avec la nature ; où les valeurs ancestrales sont transmises au sein des communautés villageoises et permettent aux populations de résister à la déchristianisation et au socialisme. Un monde préservé des conséquences néfastes de la Révolution française, étranger au libéralisme, au capitalisme, à l'industrialisation, capable de résister aux fléaux modernes grâce à la vigueur de la famille paysanne. Dans cette perspective, leur attention se porte « naturellement » sur la femme, qu'il faut non seulement préparer à son rôle par une éducation domestique et professionnelle appropriée, mais aussi suivre tout au long de sa vie de mère et d'épouse.

Un tournant : « Le rôle social de la fermière »

Paul de Vuyst mettra systématiquement en œuvre les idées dont Proost avait été l'initiateur. Son ouvrage, *Le rôle social de la fermière* (première édition en 1907), est un long panégyrique, bien documenté et bien charpenté, qui souligne cette fois le rôle primordial que la femme doit jouer dans la restauration de la vie rurale. Les lacunes dans l'éducation de la fermière sont à ranger « parmi les principales causes de l'exode rural »²⁶...

24 J. Lemoine, *La pédagogie de l'enseignement pratique féminin*, Luttre, 1925, p. 6.

25 *La Ménagère rurale*, mai 1933.

26 P. de Vuyst, *Le rôle social de la fermière*, 2^e éd., Paris, 1911, p. 67.

« C'est à la fermière surtout qu'il appartient de contribuer efficacement au relèvement de la condition sociale de l'homme des champs, en veillant à la bonne éducation des enfants, en améliorant l'alimentation, en rendant l'habitation plus hygiénique et en s'employant à faire apprécier davantage la vie à la campagne »²⁷. Car la bonne tenue du ménage est, à la campagne comme à la ville, l'arme la plus sûre pour retenir l'homme. C'est aussi « l'humble ménagère de la campagne » qui pourra vaincre le fléau de l'alcoolisme²⁸.

Le discours adressé aux fermières pour restaurer la famille paysanne est donc en tous points identique à celui que l'on adresse parallèlement aux ouvrières pour régénérer la famille prolétaire²⁹. Mais pour les campagnes, ce discours n'est pas exempt de contradiction, puisqu'il loue d'une part « cette race de campagnards qui forme l'élément le plus sain et le plus stable de la nation » tout en exhortant les femmes à se mobiliser pour enrayer les vices qui la gagnent³⁰ !

Le rôle social de la fermière de Paul de Vuyst vient à son heure. L'ouvrage est bien accueilli et se voit même décerner par l'Académie Royale de Belgique le prix Adelson Castiau, censé couronner le meilleur travail « sur les moyens d'améliorer la condition morale, intellectuelle et physique des classes laborieuses ».

La Belgique, pionnière...

Bien reçu en Belgique, l'ouvrage l'est aussi à l'étranger. Il connaît plusieurs éditions et est traduit en anglais³¹. Il s'insère parfaitement dans un courant agrarien, sensible en Angleterre, en Allemagne, en Irlande, en France.

27 *Idem*, p. 3.

28 *Idem*, p. 10.

29 Cf. E. Gubin, « Le modèle de la femme au foyer en Belgique avant 1914 », *Norme et Marginalités*, GIEF-ULB, Bruxelles, 1991, pp. 97-115 et « Home, Sweet Home. Le modèle de la femme au foyer en Belgique et au Canada », *Revue Belge d'histoire contemporaine*, XXII, 1991, 4, pp. 521-568.

30 P. de Vuyst, « L'enseignement agricole comme moyen d'enrayer l'exode rural », *Revue agronomique*, juin 1909.

31 P. de Vuyst, *Women's place in Rural Economy. A Study in Sociology*, London, 151 p.

En France, Jules Méline avait développé des idées analogues dans son ouvrage *Le retour à la Terre* (Paris, 1905). La même année, le disciple de Le Play, Emile Cheysson avait insisté, au 5^e Congrès National des Syndicats agricoles à Périgueux le 16 mai, sur la mission spécifique de la femme, dans un exposé au titre significatif : « L'action sociale de la femme dans les syndicats agricoles ». Au Congrès annuel de la SES-mère de Paris, en juin 1909, deux sessions sont consacrées exclusivement au rôle de la femme et, le 4 juin 1909, Paul de Vuyst y expose le bilan des réalisations belges³². « Lorsque les fermières seront à la hauteur de leur tâche, lorsque les jeunes filles ne chercheront plus à quitter les campagnes, les jeunes gens s'y établiront plus volontiers »³³. L'enseignement n'a pas seulement pour but de leur apprendre le métier mais aussi, et surtout, « de pénétrer leur cœur de l'amour et la fierté de la vie d'agriculteur, en leur montrant sans cesse les avantages de l'industrie agricole progressive [...] en comparaison avec les difficultés et les misères de la vie des villes »³⁴. Jules Méline parle dans le même sens³⁵ ; la comtesse de Diesbach, l'une des initiatrices de l'enseignement ménager en France, Augusta Moll-Weiss, une autorité en la matière³⁶, Méline lui-même interviennent à diverses reprises pour souligner la qualité des réalisations belges. Aux côtés de Paul de Vuyst, le comte de Villermont fait le bilan des premiers Cercles de Fermières, établis dès 1903 dans la province de Namur « à l'initiative des propriétaires fonciers, le clergé a suivi après »³⁷.

Tout le débat tourne autour du nécessaire enracinement de la mère et de l'épouse à la campagne et les conclusions du congrès sont claires : « Des divers moyens passés en revue pour combattre la désertion des campagnes,

32 P. de Vuyst, « L'enseignement agricole comme moyen d'enrayer l'exode rural », *La Réforme sociale*, 1909, t. 2, pp. 436-446.

33 *Idem*, p. 439.

34 *Idem*, p. 440.

35 J. Méline, « La désertion des campagnes », *La Réforme sociale*, 1909, t. 2, p. 48 et sv.

36 L'ouvrage de A. Moll-Weiss, *Les écoles ménagères à l'étranger et en France* (préfacé par E. Cheysson), Paris, 1908, est considéré comme LE classique.

37 *La Réforme sociale*, 1909, t. 2, p. 58. La comtesse de Villermont avait créé la première Union professionnelle pour fermières en 1903.

l'enseignement ménager est certainement l'un des plus efficaces »³⁸.

Au début du XX^e siècle, on assiste ainsi à une première « invention » du rural, dans une perspective de restauration conservatrice. Partout se développent, en contrepoint du monde ouvrier, de ses luttes et de ses révoltes, une sacralisation de la terre et une sanctification de la femme rurale³⁹. En France, la mobilisation s'effectue au sein de la *Ligue française contre la désertion des campagnes* et de la *Société d'Émulation agricole contre l'abandon des campagnes*. Marie Maugeret, une des cofondatrices du Féminisme chrétien de France, ouvre l'Institut agronomique Jeanne d'Arc pour promouvoir une France vraie, celle des terroirs, dont il faut « arracher les herbes étrangères qui l'ont envahie comme l'ivraie et les chardons » et faire renaître la race paysanne, fidèle « à l'air pur des champs, la rosée du ciel et le soleil du Bon Dieu »⁴⁰. En Allemagne, l'exaltation de la vie rurale va de pair avec la restauration du folklore, la reconstitution d'intérieurs paysans « typiques », montrés lors d'expositions. De Vuyst suit avec intérêt ces initiatives⁴¹ et sous son impulsion, des essais analogues sont tentés. Un tout premier pavillon modèle, « La Campagnarde », est présenté dès 1900 à l'Exposition de Paris. Il est suivi à l'Exposition de Liège en 1905 par « La Ferme démonstrative », puis à l'Exposition de Bruxelles en 1910 par « Le Pavillon de la Fermière ». Chaque fois, les élèves des écoles ménagères agricoles sont mises à contribution pour effectuer des démonstrations⁴². Ces réalisations culminent à l'Exposition Universelle et Internationale de Gand en 1913 où tout un « Village moderne » est reconstitué⁴³. Toute l'éducation tend désormais à modeler la conscience des fermières, pour en faire, selon les paroles de Proost, « des femmes fortes, capables de travailler, de souffrir et de voir souffrir, parce que l'on a dirigé leur volonté et leur sens moral »⁴⁴.

38 *Idem*, p. 60.

39 J. Caniou, « Les fonctions sociales de l'enseignement agricole féminin », *Études rurales*, oct.-déc. 1983, pp. 42-44.

40 *La Réforme sociale*, t. 2, 1909, p. 692.

41 À l'exposition de Nüremberg, en 1906 : de Vuyst, *Le rôle social...*, p. 21.

42 J. Giele et F. Graftiau, *Le pavillon de la fermière*, Louvain, 1910.

43 *Le Village moderne*, Goemaere, 1913, pp. 42 et sv.

44 A. Proost au Congrès d'Agriculture de Leuze, septembre 1906 (cité dans *La Réforme sociale*, 1907, t. 1, p. 601).

Former les jeunes filles : l'enseignement ménager agricole

Le projet dépasse désormais le seul apprentissage professionnel, il propose un mode de vie qui place le foyer au centre, comme l'indique clairement le titre donné à cet enseignement : ménager (d'abord), agricole (ensuite). La tenue du ménage est considérée comme prioritaire parce que l'absence de « home paysan » a les mêmes effets dissolvants qu'en ville. La fermière est donc investie d'une nouvelle mission, qui s'ajoute à toutes les autres, celle « de rendre le home familial plus confortable et plus riant, plus attrayant pour le mari et les fils que guettent les cabarets démoralisateurs »⁴⁵. Une nouvelle notion apparaît, qui fera recette : l'« embellissement » de la vie rurale⁴⁶.

On est loin des premières écoles de laiterie. En quelques années, un véritable réseau d'enseignement ménager agricole est mis sur pied avec l'aide surtout des congrégations religieuses. Il comprend trois niveaux, un degré supérieur normal formant le personnel enseignant des écoles (à Heverlé et à Wavre-Notre-Dame), un degré moyen (écoles ménagères agricoles et sections ménagères agricoles proposant respectivement des cycles d'études de deux et un an), un degré inférieur regroupant toutes les écoles ménagères ambulantes (cycle de quatre mois), les sections professionnelles primaires pour filles, les Conférences et Cours pour fermières. Ce dernier degré surtout obtient « des résultats surprenants », portant la bonne parole jusque dans les villages les plus reculés⁴⁷.

Cet enseignement est cité en exemple à l'étranger⁴⁸. La comtesse de Diesbach a conquis son diplôme à l'école de Wavre-Notre-Dame en 1901, avant de créer un enseignement ménager normal en France, inspiré du système belge⁴⁹. En Irlande, « des maîtresses formées dans les écoles belges » comptent parmi le personnel des écoles ménagères⁵⁰. Mais il ne

45 P. de Vuyst, *Le rôle social...*, p. 9.

46 *Situation de l'enseignement agricole. Rapport triennal 1909-1911*, Bruxelles, 1912, p. 203 ; *Le Village moderne...*, p. 235 et sv.

47 *Situation de l'Enseignement agricole. Rapport triennal 1912-1919*, Bruxelles, 1919, p. (10) et p. XIII.

48 *La Réforme sociale*, 1907, 1, pp. 569-601 ; 1909, 2, pp. 693-97 ; 1911, 1, p. 221.

49 M. Turmann, *Initiatives féminines*, Paris, 1905, pp. 94-96.

50 P. de Vuyst, *Le rôle social...*, p. 27.

suffit pas de former les jeunes paysannes, encore faut-il les encadrer dans leur vie adulte : les Cercles de Fermières s'en chargeront.

Encadrer les adultes : les Cercles de Fermières

Dès 1896, Alphonse Proost avait songé à créer de véritables associations de fermières. Mais c'est Paul de Vuyst qui en sera l'artisan, à la suite d'un séjour au Canada en 1904 où il observa le fonctionnement des premiers *Women's Institutes* fondés en Ontario en 1897⁵¹.

Dans un premier temps, les agronomes trouvent appui auprès d'une fraction de la noblesse terrienne, convaincue par le message de patronage rural. Dès 1903, la comtesse de Villermont avait créé la première Union professionnelle de Fermières belges. Bientôt cette volonté d'encadrement se concrétise par la création des Cercles de Fermières ; le premier Cercle flamand naît à Alveringhem près de Furnes, en Flandre, en 1906 et le premier Cercle francophone en 1907 à Leuze. Dans la foulée, 60 cercles voient rapidement le jour.

Ils se présentent comme un véritable prolongement de l'enseignement ménager rural, dont ils sont indissociables. A Herve, la directrice de l'école, J. Hignet, est la secrétaire du Cercle de Fermières dont le siège est... dans l'école. La situation est la même à Maulde, à Overyssche, à Vezon, à Brugelette...⁵² : « En somme, comme Proost l'avait souhaité, les associations de fermières constituent un complément à l'enseignement ménager agricole et permettent d'espérer, vu leur nombre croissant, une propagation rapide et durable du savoir 'pratique' ou technique dans les campagnes »⁵³. Les Cercles rencontrent en effet un franc succès⁵⁴ et retiennent l'attention du Congrès catholique de Malines en 1909.

51 Pour l'histoire de ces Cercles : P. Van den Dungen & Y. Cohen, « À l'origine des Cercles de Fermières. Étude comparée Belgique-Québec », *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, 48, 1, 1994, p. 29-56.

52 *Situation de l'enseignement agricole. Rapport triennal 1909-1911*, p. 89, 94, 97, 121, 133, 183.

53 P. Van den Dungen & Y. Cohen, « À l'origine des Cercles de Fermières... », p. 38.

54 *Situation de l'enseignement agricole... 1909-1911*, pp. 243-245.

Moins de trois mois plus tard, un Congrès leur est entièrement consacré à Namur le 13 décembre 1909⁵⁵. Peu après, le 21 juillet 1910, un Comité National regroupe les Fédérations provinciales de Cercles, sous la présidence de la baronne Rotsart de Hertaing, la présidence d'honneur de la comtesse de Villermont, la baronne van der Bruggen, la baronne de Moreau et de mesdames Beernaert et Helleputte (les trois dernières, épouses de ministres et anciens ministres catholiques). Deux sections sont créées, une francophone dirigée par Mme Goffinet, une flamande dirigée par Mme Ronse. La Fédération Nationale se dote d'un organe, publié en français (*La fermière*) et en flamand (*De Boerin*).

De son côté, le Boerenbond réagit et tente de (re)prendre le contrôle des fermières. Bien que l'essentiel des dispositifs mis en place, écoles et Cercles, soient aux mains des catholiques, le puissant Boerenbond ne peut risquer de voir le mouvement des fermières lui échapper⁵⁶. En 1911, il regroupe les guildes féminines existantes au sein d'une Boerinnenbond dont les statuts sont nettement inspirés de ceux de la Fédération des Cercles. Boerinnenbonden et Cercles sont représentés au sein du Comité National des Fédérations de Cercles de Fermière. Sans parler de conflit ouvert entre les deux réseaux d'associations, il y eut néanmoins lutte d'influence et le ralliement au Boerenbond fut loin d'être massif. Toutefois en 1911, le Boerenbond a amorcé sa récupération ; *De Boerin* est absorbé par le Boerenbond tandis que son pendant francophone, *La Fermière*, reste autonome. À la veille de la première guerre, le Boerinnenbond compte 15.041 affiliées et 136 guildes locales⁵⁷ mais il n'a pas encore « rattrapé » la Fédération des Cercles qui bénéficie de son antériorité. Elle a même organisé un Congrès international à l'Exposition universelle de Gand en 1913 où ses réalisations ont suscité l'admiration des délégations étrangères.

55 Sur le Congrès de Malines et celui des Cercles de Fermières en 1909 : P. Van den Dungen & Y. Cohen, « À l'origine des Cercles de Fermières... », pp. 38-4.

56 Sur le développement des Boerinnenbonden : L. Van Molle, *Chacun pour tous. Le Boerenbond belge 1890-1990*, Louvain, 1990, pp. 146-147, 153, 156, 202; sur les tensions dans les rangs catholiques: P. Van den Dungen & Y. Cohen, *op. cit.*, pp. 41-43.

57 Pour plus de détails : J. Giele, *Les Cercles de Fermières en 1914-1919*, Renaix, 1920.

Bien que la guerre 1914-1918 freine ce départ fulgurant, Cercles et Cours ménagers subsistent, intégrés au sein de la section agricole du Comité National de Secours et d'Alimentation⁵⁸. Les Cercles confortent même leur influence. Leur mission est de parer à la disette, d'organiser l'assistance à la petite enfance et de maintenir la ferveur patriotique dans les campagnes. La Fédération de la province de Namur, par exemple, tint 105 conférences de 1914 à 1918 devant 5.908 auditeurs. Des « Semaines alimentaires » sont organisées (parfois clandestinement) pour inculquer aux ménagères des « trucs » et des recettes de pénurie. À la fin du conflit, la Fédération des Cercles compte 203 cercles, le Boerinnenbond 152. Surtout bien implantée dans le Brabant wallon, la Fédération compte plus de 27.000 membres. Certaines Fédérations régionales ont désormais leurs propres revues : la Fédération des Cercles du Brabant wallon (1.753 membres) un hebdomadaire, *La Campagne*, la Fédération des Cercles de Namur et Liège un mensuel, *La Bonne Ménagère* (1926 à 1940).

Au niveau national, *La Fermière*, porte-parole de la Fédération Nationale avant la guerre, est remplacé par le mensuel *La femme à la Campagne*, à nouveau remodelé et modernisé à partir de mai 1933, sous le titre *La Ménagère rurale*. De son côté, *De Boerin*, qui a absorbé *De Landbouwster* en 1920, prend un essor remarquable et tire à 35.000 exemplaires en 1922, 74.000 en 1930. En 1934, le Boerinnenbond compte 94.645 affiliées. Sous la direction de Jeanne Cardyn et de l'abbé Ansay, le mouvement atteint près de cent mille affiliées (96.818). Mais à la différence de la Fédération des Cercles, il reste étroitement contrôlé par les autorités masculines du Boerenbond qui le maintiennent très isolé des autres associations féminines catholiques. Le rapprochement avec les Œuvres sociales féminines chrétiennes, souhaité par les dirigeantes, fut même formellement interdit⁵⁹. Ce n'est pas le cas des Cercles de Fermières et de Ménagères rurales, étroitement associées à l'Action catholique et à la Fédération des Femmes catholiques belges.

58 *Situation de l'enseignement agricole. Rapport triennal 1912-1917*, p. XIII et pp. 222-223.

59 L. Van Molle, *op. cit.*, p. 188, p. 226.

L'entre-deux-guerres : *bis repetita*

Après la Première Guerre Mondiale, l'attention des autorités politiques et religieuses restent très largement fixée sur les campagnes. C'est là en effet que les familles demeurent les plus nombreuses alors que la dénatalité s'observe partout ailleurs. Le souci nataliste des gouvernements y trouve ses meilleures espérances, et, comme chacun s'accorde à reconnaître que la restauration économique du pays ne pourra se faire « sans la restauration de la race »⁶⁰, les yeux se tournent vers la solide famille paysanne. Mais la vigilance est de rigueur car dans les campagnes, qui se sont « enrichies » pendant le conflit⁶¹, le goût du confort s'est introduit et les ménages manifestent le désir d'une existence moins dure, se rapprochant « en définitive de la vie bourgeoise »⁶².

Dès le 30 octobre 1919, un Service de Conseillères ménagères agricoles est créé au sein du Ministère de l'Agriculture. C'est un corps de neuf agronomes féminines qui se rendent à domicile à la demande pour résoudre les problèmes relatifs au ménage et à l'exploitation. Avec les Cercles de Fermières, elles organisent des conférences et des leçons pratiques⁶³. Le mois suivant (14 novembre 1919) est fondé l'Institut supérieur ménager agricole de Laeken, tandis que les écoles et les sections ménagères agricoles se multiplient. La Commission Nationale pour l'Embellissement de la vie rurale, créée en 1913, reprend ses activités.

Plus que jamais, les campagnes sont présentées comme un bouclier contre le socialisme⁶⁴ : « Former, maintenir, protéger la famille rurale... » mais aussi « restaurer le règne du Christ dans notre milieu rural ». Car ce n'est plus seulement le travail agricole qui paraît menacé mais, plus profondément, la nature du lien social. Les campagnes traversent une crise

60 Sur cet aspect de l'après-guerre : B. Massart, *Le mouvement de protection de l'enfance en Belgique, l'Œuvre Nationale de l'Enfance*, Mém. lic., Hist., ULB, 1993.

61 Bien que les exploitations agricoles aient subi d'importants dommages pendant la guerre, les cultivateurs réalisèrent de gros profits : cf. G. de Leener, « L'agriculture », *La Belgique restaurée. Étude sociologique*, sous la dir. de E. Mahaim, Bruxelles, Inst. Solvay, 1926, pp. 155-163.

62 E. Mahaim, « La fortune et le bien-être », dans *Idem*, p. 559.

63 Van der Vaeren, *Le livre d'Or de l'agriculture belge*, Bruxelles, [1940], p. 29.

64 *La Femme à la campagne*, 3 août 1919.

profonde car les jeunes, qui fréquentent désormais l'école primaire obligatoirement, semblent se détourner du travail de la terre et rejeter la tradition. Il ne s'agit donc pas seulement de (re)fixer les populations à la campagne mais surtout de restaurer un mode de vie en voie de disparition. Il faut redonner au monde paysan sa dignité, sa fierté tout en apportant des réponses claires aux problèmes de travail, de logement et de conditions de vie. Le discours ne fleurit plus seulement dans les rangs catholiques, il gagne même le Parti Ouvrier Belge où, avec la crise des années trente, on parlera d'un retour à la terre comme « d'un remède contre le chômage »⁶⁵.

En 1930, les Cercles de Fermières se muent en Cercles de Fermières et Ménagères rurales, puis en Cercles de Ménagères rurales en 1932. À partir de 1928, ils ne sont plus seuls à encadrer les paysannes : la JACF (Jeunesse catholique rurale féminine) créée au sein de l'ACJB de l'abbé Picard (Action catholique de la jeunesse belge) s'adresse spécifiquement aux jeunes filles. Mais à la différence des Cercles, profondément insérés dans le terroir, l'initiative est « extérieure » au monde rural. Ce n'est d'ailleurs pas la seule. À la même époque naît une réflexion globale sur le monde rural, issue de milieux scientifiques, qui allie tout à la fois les techniques de travail, les relations sociales et le cadre de vie. C'est en 1929 en effet que paraît le *Manuel de Sociologie rurale*, premier du genre, qui propose pour la première fois une sorte de programme social agricole, c'est-à-dire « un corps plus ou moins unifié d'images, de notions, de concepts mais aussi de groupes et d'institutions relatifs au monde rural et qui définissent ce qu'il est, ce qu'il doit devenir »⁶⁶.

Dans ce programme, les femmes trouvent tout naturellement leur place. Il s'agit, plus encore que par le passé, de faire en sorte que « toutes les ménagères rurales deviennent de plus en plus de vraies femmes de devoir, dirigeant leur ménage et leur maison avec goût et avec courage »⁶⁷. Collaboratrices de leur mari, elles élèveront leurs enfants pour en faire

65 Lefuret, *Cinquante années de politique agraire*, Bruxelles, L'Eglantine, 1936, p. 22.

66 C. Mougenot et C. Mormont, *L'invention du rural*, Bruxelles, Vie Ouvrière, 1988, p. 31.

67 *La Ménagère rurale*, janvier 1937.

« des travailleurs actifs et courageux »⁶⁸. Gardiennes de la foi, elles feront barrage au communisme. « Vraiment, ce seront les mères de famille qui, par leur vie de dévouement et de sacrifice, obtiendront ce merveilleux résultat. Elles auront sauvé le milieu rural »⁶⁹.

La double mission des femmes rurales

Répétitif en apparence, ce programme assigne aux femmes un rôle difficile car ambivalent : elles doivent être à la fois les agents de la modernité (technique et ménagère) et du conservatisme (social et familial). L'analyse de l'organe des Cercles, *La Ménagère rurale*⁷⁰, est à cet égard extrêmement révélatrice.

Améliorer les conditions de vie et de travail

Pour certains observateurs, l'exode rural s'expliquerait « en premier lieu par les mauvaises conditions d'habitabilité de la campagne »⁷¹. C'est, à nouveau, du « home » que doivent partir toutes les réformes.

Dans l'entre-deux-guerres en effet, l'habitat rural dans son ensemble demeure ancien et peu salubre. Une enquête, faite à la demande du ministre de la Santé Publique Arthur Wauters et menée du 1^{er} décembre 1937 au 31 juillet 1938, laisse entrevoir une situation souvent insatisfaisante, en dépit de progrès évidents depuis la première guerre⁷². L'équipement ménager reste rudimentaire. Le logis est souvent trop petit et peu hygiénique. La plupart des ménagères s'efforcent de maintenir leur intérieur propre, mais cette tâche est rendue difficile, sinon impossible, par l'accès du séjour (la cuisine) vers l'extérieur. On souligne « l'indifférence des membres de la famille qui ne se grattent pas les sabots ou les bottines avant d'entrer et qui jettent leur vêtement n'importe où »,... « des

68 *Ibidem*

69 *Ibidem*

70 Je remercie ici vivement Catherine Jacques pour l'aide apportée dans le dépouillement de cette revue.

71 *La Cité chrétienne*, 20 janvier 1937.

72 L'ensemble des résultats de l'enquête dans G. Jacquemyns, *L'hygiène dans les communes rurales*, Bruxelles, 1940.

volailles qui se promènent dans la cuisine »...⁷³. Il n'y a que peu de logis raccordés à l'eau courante.

De même, l'état sanitaire des populations est préoccupant. Le recours au médecin reste rare, les accouchements s'effectuent toujours à domicile et les jeunes mères, pressées par leurs activités, reprennent le travail trop rapidement, deux, trois ou quatre jours après les couches. Souvent, pour la même raison, elles renoncent à allaiter et confient l'alimentation artificielle du nouveau-né à une grande sœur, une servante, une parente. Enfin, la tuberculose fait d'importants ravages et le fléau est d'autant plus difficile à combattre que, assimilé dans les esprits à une « maladie honteuse », le recours au médecin intervient souvent trop tard.

De manière paradoxale, les familles rurales sont mal nourries, non pas en quantité mais en qualité. L'essentiel de la production est vendu et la base alimentaire demeure, comme par le passé, le pain et les pommes de terre. Partout les enquêteurs soulignent les carences en légumes, fruits, viande et laitage.

On ne s'étonnera donc pas de l'attention prêtée, dans les publications et les conférences des Cercles, aux conseils ménagers, à l'amélioration de l'habitat, aux articles de puériculture, de « médecine à domicile », de diététique, aux exposés sur la manière de faire rationnellement la vaisselle ou la lessive. L'illustration est suggestive et présente des cuisines modèles. La fréquentation des écoles ménagères est très régulièrement conseillée, des concours nationaux sont même organisés pour l'attribution de la « Coupe de la Vaillante Fermière ». En alternance avec les rubriques ménagères, des conseils professionnels renseignent sur la culture du potager, les nouvelles techniques de laiterie... Cette propagande, écrite et orale, soutenue par les Cercles avec le concours de diplômées ou d'enseignantes des écoles ménagères « contribue puissamment à attacher à la vie des champs et à travailler au perfectionnement de la vie rurale »⁷⁴. À partir de 1938, des cours de coupe, de cuisine et de travaux d'embellissement du « home », d'une durée de quatre mois, sont proposés aux affiliées⁷⁵.

73 *Idem*, p. 39.

74 *La Ménagère rurale*, août 1933.

75 *La Ménagère rurale*, septembre 1938.

Dès 1933, *La Ménagère rurale* offre à ses lectrice une rubrique : « Les Conseils de l'Infirmière », et à partir de juin 1934 une « Page de l'hygiène ». À défaut de choisir le métier de cultivatrice, celui d'infirmière est présenté comme une alternative acceptable, et même valorisante pour les jeunes rurales, à condition qu'elles l'exercent dans les campagnes⁷⁶. Des « reportages » sont publiés sur certaines écoles, des listes complètes d'établissements sont fournies aux lectrices⁷⁷. Dans une « Lettre à une maman », le métier est même explicitement recommandé : « C'est une mission très belle, très chrétienne et très féminine, dont l'accomplissement permet de gagner convenablement sa vie en faisant du bien ». Les secrétariats provinciaux des Cercles disposent d'ailleurs d'un « Service-Infirmières » susceptible de fournir tous les renseignements et d'orienter les demandes⁷⁸.

En 1937-1938, les Cercles participent à la Croisade Nationale de la Santé, décrétée par le ministère de la Santé publique en mars 1937. Ils tentent de sensibiliser les femmes aux premiers soins en insistant sur la nécessité d'une pharmacie de famille bien conçue. Des conseils précis sur les produits et leur utilisation sont prodigués, de même que des informations sur certaines maladies et les précautions à prendre pour leur prévention⁷⁹. À partir de 1937, *La Ménagère rurale* invite ses lectrices à s'affilier à une mutualité, en l'occurrence l'Entraide féminine, « un des nouveaux services des Cercles des Ménagères rurales », « seule mutualité féminine qui nous convienne à nous, baptisées et cerclistes »⁸⁰.

Mais les progrès sont lents, très lents : encore en 1953, une enquête, effectuée sous l'égide de la FAO, avec l'aide des Cercles des ménagères rurales, du Boerinnenbond, de la JACF et de la section des Jeunes

76 L'Œuvre Nationale de l'Enfance développe à ce moment un service d'infirmières-visiteuses, dont le rôle est précisément de contacter les mères de famille jusque dans les villages les plus isolés : B. Massart, « Soigner la petite enfance », *Sextant*, n° 3, 1994-1995, pp. 135-137.

77 *La Ménagère rurale*, septembre 1934 et juin 1938.

78 *La Ménagère rurale*, juillet 1938.

79 *La Ménagère rurale*, oct. 1937, fév. 1938, nov. et déc. 1937.

80 *La Ménagère rurale*, nov. 1937. Aussi en avril 1937.

Alliances paysannes⁸¹, constate que l'alimentation des populations rurales reste qualitativement déféctueuse. 63 % des habitations bénéficient d'eau courante dans la province de Luxembourg, 56 % dans la province de Namur, mais seulement 40 % dans la province de Liège et 12 % en Hainaut ! Rares sont les maisons reliées au téléphone. En revanche, la radio a pratiquement pénétré dans tous les foyers (partout plus de 80 %), suivie de près par le fer à repasser électrique (plus de 80 %) et la machine à lessiver (plus de 70 %) ! Frigos et aspirateurs demeurent néanmoins des objets de luxe (en moyenne 5 à 6 %).

Maintenir la foi et les traditions familiales

Dès la fin du XIX^e siècle, les campagnes avaient été enrôlées doublement, dans une lutte politique aux côtés du parti catholique et dans une croisade de « remoralisation » pour sauvegarder les valeurs familiales traditionnelles. Dans l'entre-deux-guerres, ce double message militant ne perd rien de sa vigueur. Dès 1919, *La femme à la campagne* revendique, avec le parti catholique, le suffrage féminin, afin de « dresser contre le bolchevisme envahissant la digue bienfaisante de l'influence électorale féminine »⁸². La lutte contre le communisme et contre la mauvaise presse (principalement *Le Drapeau Rouge*, organe communiste) prend même dans les colonnes de *La Ménagère rurale* une ampleur qui peut surprendre mais qui correspond à l'anxiété née du succès du Front Populaire en France. Le message anticommuniste revêt l'aspect de petites histoires édifiantes qui n'abordent jamais les implications politiques ou économiques du système mais seulement ses dangers pour la famille : le communisme est source de divorce, de désordre, de dénatalité⁸³.

Parallèlement, la préoccupation religieuse se renforce dans la mesure où elle doit faire face à des velléités de tiédeur chez les fidèles : « En un mot, chez nous comme ailleurs, nous constatons une grande déchristianisation » qui requiert une action pressante « pour arrêter la diminution de

81 *L'État de l'habitat rural en Belgique*, Bruxelles, 1958.

82 *La Femme à la campagne*, 3 août 1919.

83 *La Ménagère rurale*, août-septembre 1937.

vie religieuse dans nos villages et rétablir plus solidement partout le règne du Seigneur »⁸⁴. À certains moments, le message religieux prend le pas sur tous les autres, comme en 1935, où les Cercles consacrent leur action annuelle au mariage chrétien, dans le respect de l'encyclique *Casti Connubii* (1930).

Les conseils aux mères concernent surtout les filles. En 1938, les Cercles insistent pour que celles-ci fassent des retraites annuelles de trois jours, devenues nécessaires aujourd'hui pour résister à la démolition ambiante véhiculée par la radio et les journaux : « Les jeunes filles, appelées à être les cœurs, les reines des foyers de demain, doivent se constituer une solide vie intérieure... ». Trois jours de retraite ne seront pas trois jours perdus mais bien « trois jours par an pour penser calmement, pour prier bien à l'aise, pour s'éclairer, se fortifier, se suralimenter »⁸⁵. Dans le même esprit, les mamans sont invitées à envoyer leurs filles militer à la JACF. C'est un sacrifice qui leur est demandé puisqu'elles devront se passer de leur aide et exécuter elles-mêmes toute la besogne, mais « celles qui donnent ainsi, souriantes et heureuses, leurs enfants aux grandes tâches de l'apostolat, auront elles-mêmes les récompenses de l'apôtre »⁸⁶.

S'il faut former les filles, il faut aussi, comme par le passé, les protéger contre les tentations de la ville. Dans toutes les paroisses, un service de la Protection de la Jeune Fille tente de mettre en garde les jeunes rurales qui veulent prendre du service en ville. Un appel pressant est fait aux parents pour qu'ils soient attentifs à la moralité des maîtres : « Méfiez-vous des offres d'emplois trop faciles et trop bien rémunérés. Il vaut mieux servir non loin de chez soi chez des gens que l'on connaît et qu'on estime pour un salaire normal que de s'en aller à l'aventure et ne récolter souvent que du malheur »⁸⁷. Les conseils se multiplient, répondent à des situations spécifiques, comme la protection des jeunes filles dans les lieux proches des cantonnements militaires.

84 *La Ménagère rurale*, mai 1937.

85 *La Ménagère rurale*, janvier 1938.

86 *La Ménagère rurale*, juin 1938.

87 *La Ménagère rurale*, avril 1939.

Autre facteur de démoralisation : le travail salarié en-dehors du foyer. Une fois encore, le danger est vu à travers le prisme de la famille : « La femme à l'usine... c'est trop souvent le berceau vide... ou l'enfant abandonné »... « C'est l'épouse exposée aux plus graves dangers »... « Le divorce ou le crime finissent (*sic*) trop souvent par désunir pour toujours ce jeune foyer qui n'a pas compris l'ordre établi par Dieu lui-même »⁸⁸.

Conclusions

Au terme de cette rapide approche, deux constats au moins se dégagent.

1. L'analyse de la presse et du programme des associations de fermières révèle un modèle très conservateur de la femme et de la mère, doublé d'un message ambigu, puisqu'il invite la femme à introduire et à diffuser des procédés modernes, donc à ouvrir la campagne à l'innovation ménagère et technique. Les Cercles de Fermières, dont on peut avec raison souligner le traditionalisme, furent cependant des vecteurs de modernisation en introduisant « un travail intelligent, rationnel et méthodique dans les attributions des fermières »⁸⁹ et en brisant leur esprit de routine.

2. La mobilisation et l'organisation des fermières, mises en place il y a près d'un siècle, pour des raisons économiques d'abord, puis rapidement politiques et idéologiques, témoignent d'une conception stéréotypée de la femme, sans aucune originalité, transposée, en fonction des besoins, de l'ouvrière à la paysanne. De part et d'autre la société raffermi ses bases autour de la famille et requiert des femmes un dévouement absolu, en échange « des joies de la maternité ».

Mais ce faisant, elle les pousse à se grouper, ce qui, paradoxalement, les fait sortir de leur espace privé au moment où tout les incite à y rester. Elles sont brusquement en contact avec d'autres horizons – écoles ménagères, écoles d'infirmières, conférences pour fermières. Il leur est désormais possible de sortir des lieux traditionnels sans devoir enfreindre la moindre règle, en y étant même encouragées par les autorités morales. Cette échapp

88 *La Ménagère rurale*, avril 1938.

89 *Situation de l'enseignement agricole. Rapport triennal 1909-1911*, p. [242].

pée, physique et morale, explique sans doute le succès rencontré par les conférences pour fermières. De plus, certaines dirigeantes locales y ont trouvé l'occasion d'élargir encore leurs horizons grâce à la structure régionale des Cercles.

Toujours pour les années 1950, Catherine Mougenot souligne combien cette possibilité « d'évasion » fut importante. Elle cite notamment le témoignage d'une fermière qui lui attribue sa libération, symbolisée par le fait qu'elle possédait un vélo, qui « était pour elle un merveilleux moyen (matériel mais aussi mental) de sortir du village »⁹⁰. Ne pourrait-on comparer les Cercles de Fermières à ces bicyclettes que les esprits chagrins du début du siècle considéraient comme une arme au service du féminisme? L'image peut faire sourire. Pourtant, elle permet de comprendre pourquoi le message traditionnel des associations n'a pas totalement fait mouche.

Pour conclure, il nous semble que cette étude illustre assez bien les difficultés à cerner les effets sociologiques indirects d'un message idéologique. Car celui-ci est brouillé par des interférences de toute nature, qui agissent parfois au corps défendant du groupe qui le diffuse. Dans ce cas-ci, le principe même de l'association a brisé le huis clos et a entraîné des conséquences imprévisibles. Mais des circonstances aussi variées que l'obligation scolaire, la hausse générale du niveau de vie, la pénétration de la société de consommation dans les campagnes, les réclames de la Foire annuelle des Arts Ménagers et de l'Alimentation dans les magazines, l'attention nouvelle prêtée à l'enfant... constituent autant d'éléments qui, sans aucune commune mesure avec leur importance intrinsèque, ont influencé la vie quotidienne des femmes rurales.

« Alors que de nombreux ouvrages [...] témoignent des mutations du monde agricole et rural, peu s'attachent à comprendre la participation des agricultrices au changement social »⁹¹. C'est évidemment dans ce sens que l'historien(ne) doit revisiter les campagnes.

90 C. Mougenot, « Femmes, normes et marginalité en milieu rural », *Norme et Marginalités*, GIEF-ULB, Bruxelles, 1991, p. 43.

91 R.-M. Lagrave, *Celles de la Terre*, Paris, 1987, p. 17.